

Maîtrise d'ouvrage :



Délégation lacs – antenne Alpes du sud
Domaine de Valx
04360, Moustiers-Sainte-Marie
Interlocuteur : Lionel Mazoyer, chargé de missions
06.16.68.19.59
l.mazoyer@conservatoire-du-littoral.fr

Référence du document : CELRL_025_CCTP_20251001
mercredi 22 octobre 2025

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) -

Travaux de débroussaillage, élagage et renaturation sur le site de Courchon

Commune de Moustiers-Sainte-Marie (04)

Assistance à maîtrise d'ouvrage :

ECOSTAT

Dr. Teddy Baumberger

SIRET : 750 756 140 00034

16 chemin des croix du haut

83630 Baudinard-sur-Verdon

06.23.09.62.71

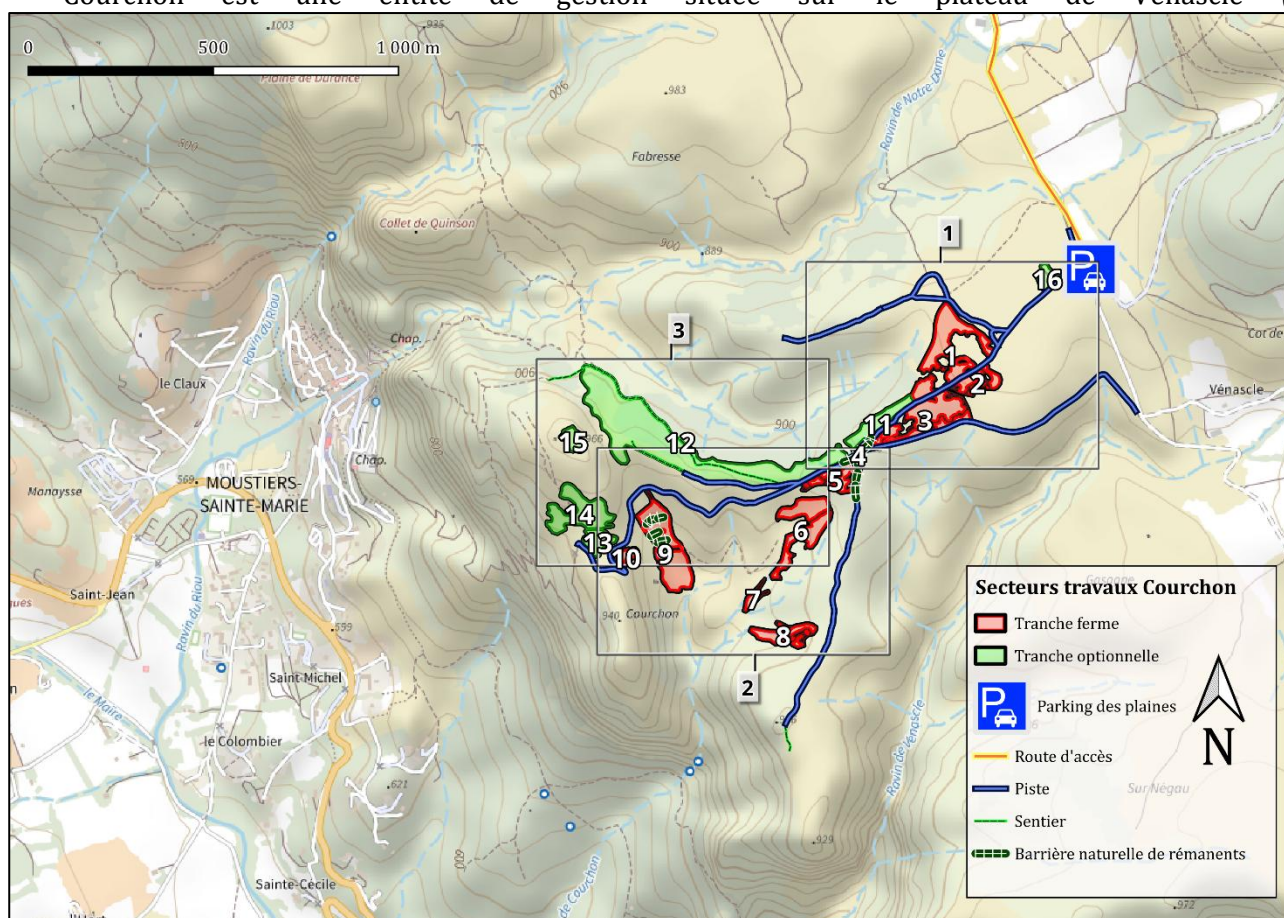
teddy.baumberger@gmail.com

1. Contexte général

Le conservatoire du littoral (CELRL), établissement public administratif, a pour mission de mener une politique foncière et de gestion des espaces naturels, pour sauvegarder les rivages littoraux et lacustres, leurs patrimoines naturel, culturel et paysager, veiller au respect des équilibres écologiques, mais aussi contribuer à l'aménagement durable des territoires. Fin 2023, il est propriétaire de plus de 210.000 hectares, répartis sur environ 750 sites métropolitains et ultramarins, sur lesquels il œuvre pour maintenir ou restaurer la qualité paysagère et écologique. Le CELRL est compétent autour des lacs de plus de 1000 ha. Autour du lac de Sainte-Croix, les acquisitions foncières s'élèvent à 1.600 ha, dont 161 ha sur le site Courchon.

2. Localisation de la mission

Courchon est une entité de gestion située sur le plateau de Vénasclé (



Carte 1), en surplomb de la vallée de la Maïre et du village de Moustiers Sainte-Marie (04360). Sa gestion est confiée par convention à la Commune de Moustiers Sainte-Marie. Ce plateau karstique est aride et fréquenté par de nombreuses activités de pleine nature : sentiers de randonnée inscrits au PDIPR, site d'envol du col de Courchon inscrit au PDESI en 2023. Il donne accès au site d'escalade de Courchon au sud et aux départs de canyons équipés (Riou, Notre Dame, Vénasclé et Courchon). L'accès au chantier se fait via une piste qui part du parking des plaines. Le secteur le plus proche se situe à 70 m de piste du parking, le plus éloigné à 1,7 km.

3. Contexte local

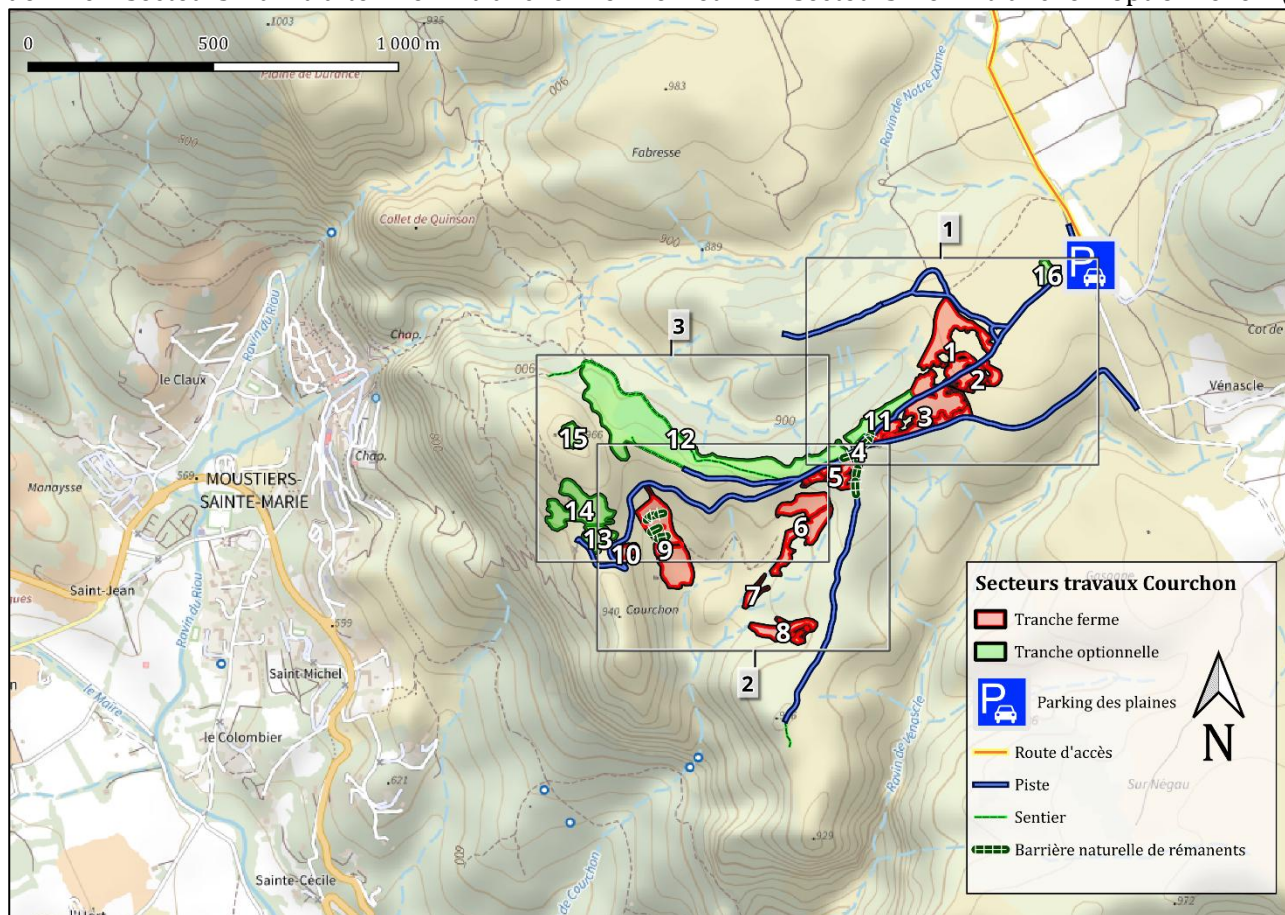
Le site de Courchon est concerné par plusieurs enjeux paysagers et écologiques. Parmi les plus importants : le maintien des milieux ouverts et du couvert herbacé. Un plan de gestion de dix ans (2024 – 2035) est en cours et l'un des objectifs à court terme vise la restitution des milieux ouverts anciennement cultivés ou pâturés notamment en vue d'une gestion pastorale durable.

La réouverture des milieux est nécessaire du fait de l'absence d'activité pastorale significative depuis plus d'une dizaine d'années. Cette absence a libéré la dynamique naturelle d'embroussaillage, favorisant ainsi la colonisation des ligneux (pins, genévriers, genêts, buis...) au détriment des pelouses naturelles et prairies permanentes. Or, les milieux ouverts dominés par les herbacées accueillent une biodiversité spécifique que le CELRL souhaite préserver. Ils ont été identifiés dans le plan de gestion. Cette réouverture des milieux et leur maintien sur le long terme passe par une première étape incontournable : le débroussaillage mécanique. Ainsi, le débroussaillage des anciennes prairies et le broyage des buissons et jeunes repousses de pins seront complétés par l'abattage et l'égale des pins noirs et sylvestres. Ceci afin de renouveler la strate herbacée en sous-bois et faciliter le gardiennage du troupeau (accès, déplacement et surveillance).

En complément, le CELRL souhaite résorber certains layons ou portions de pistes sauvages qui dédoublent les sentiers balisés, particulièrement dans les secteurs qui seront pâturés à terme.

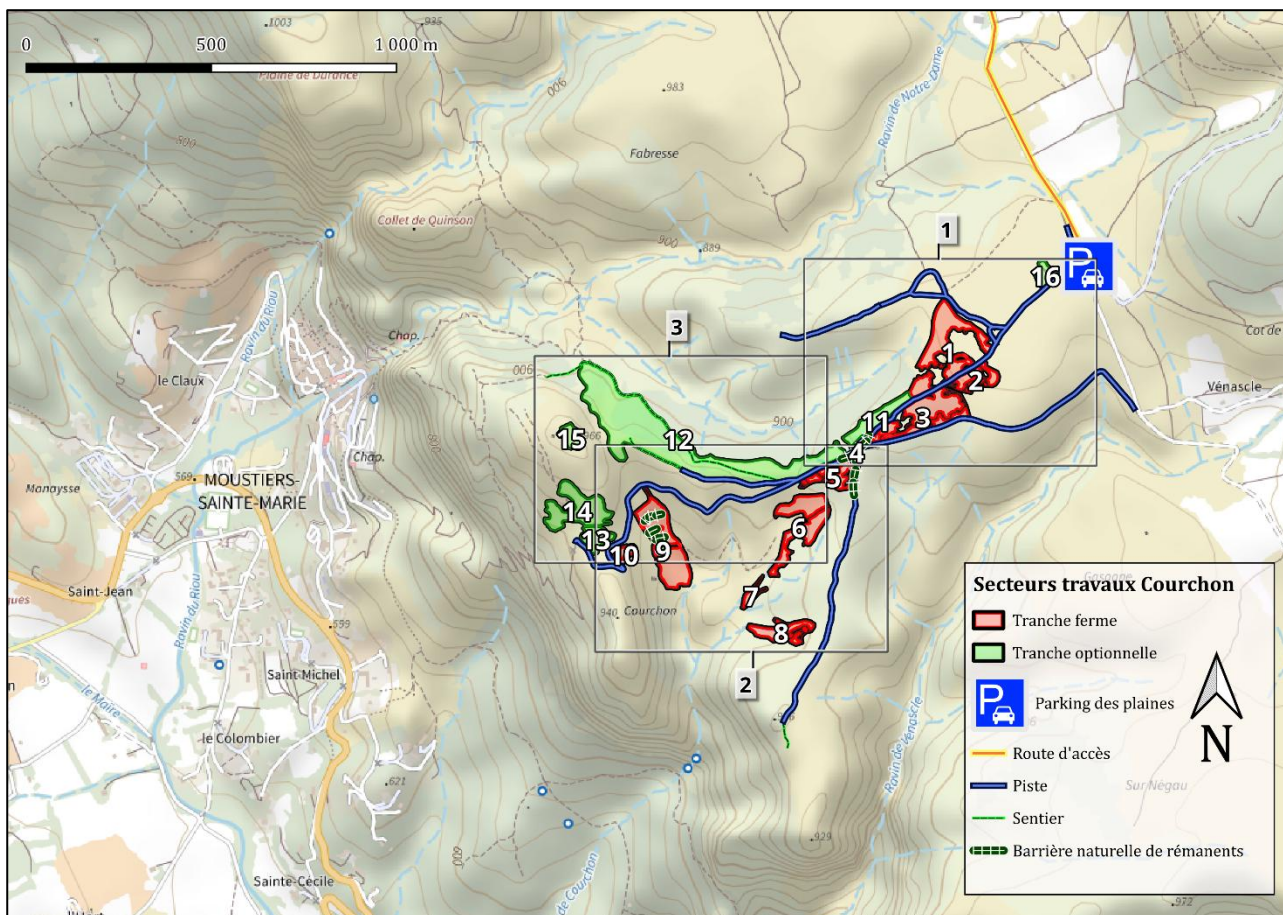
Enfin, le CELRL projette que le site de Pierrefeu, utilisé depuis des années comme zone de bivouac, où l'érosion a généré un chevelu de pistes de circulation, redevienne une zone naturelle et soit réorganisé pour ne rester qu'une zone de dépose pour les navettes « parapente ».

Un diagnostic pastoral réalisé en 2020 et a été complété en 2025. Le recoupement des enjeux de réouverture des milieux et de la mise en place d'une activité pastorale pérenne ont conduit à la sélection de 10 secteurs à traiter en tranche ferme et 6 secteurs en tranche optionnelle (



Carte 1).

Le CELRL mandate M. Teddy BAUMBERGER, directeur de la société Ecostat, pour la mission d'assistance à maître d'ouvrage, dénommé « AMO » dans la suite du document.



Carte 1 : Localisation du chantier, accès par le parking des plaines.

4. Description de la mission

4.1. Travaux à effectuer

Deux tranches sont concernées par ces travaux :

- Une tranche ferme de 10 secteurs totalisant 9,3 hectares à traiter ;
- Une tranche optionnelle de 6 secteurs totalisant 7,2 hectares.

Les cartes de situation des secteurs sont présentées ci-après. À noter que la surface de la tranche optionnelle est présentée ici « au maximum », et pourra faire l'objet d'un ajustement (réduction) en fonction du total de la proposition lors de l'acceptation de l'offre.

La mission consiste à appliquer des travaux de débroussaillage selon les actions listées ci-dessous.

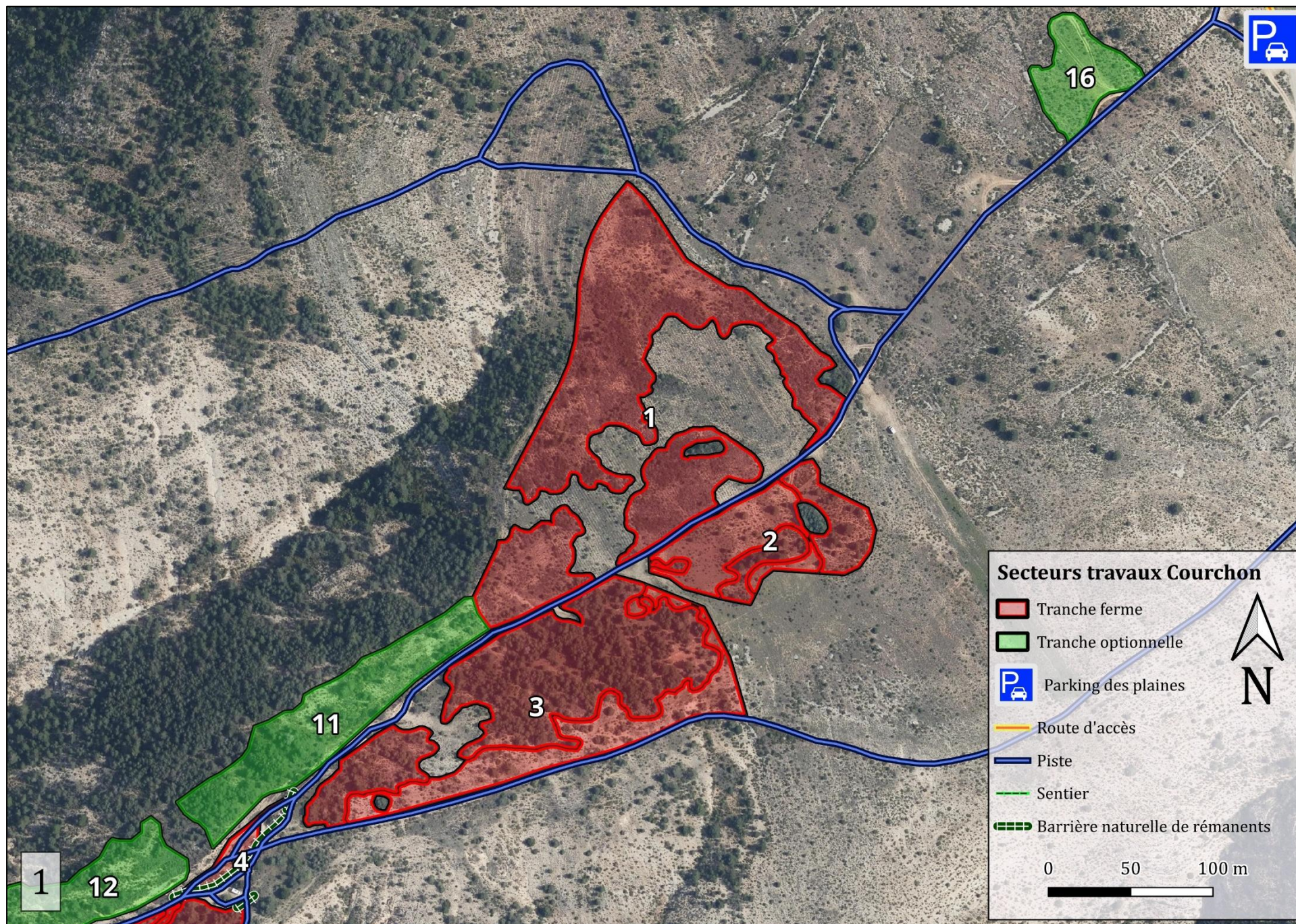
Ces actions sont précisées pour chacun des 10 secteurs de la tranche ferme et des 6 secteurs en tranche optionnelle dans la DPGF (Décomposition du Prix Globale et forfaitaire) en termes de surface ou de linéaire cas échéant.

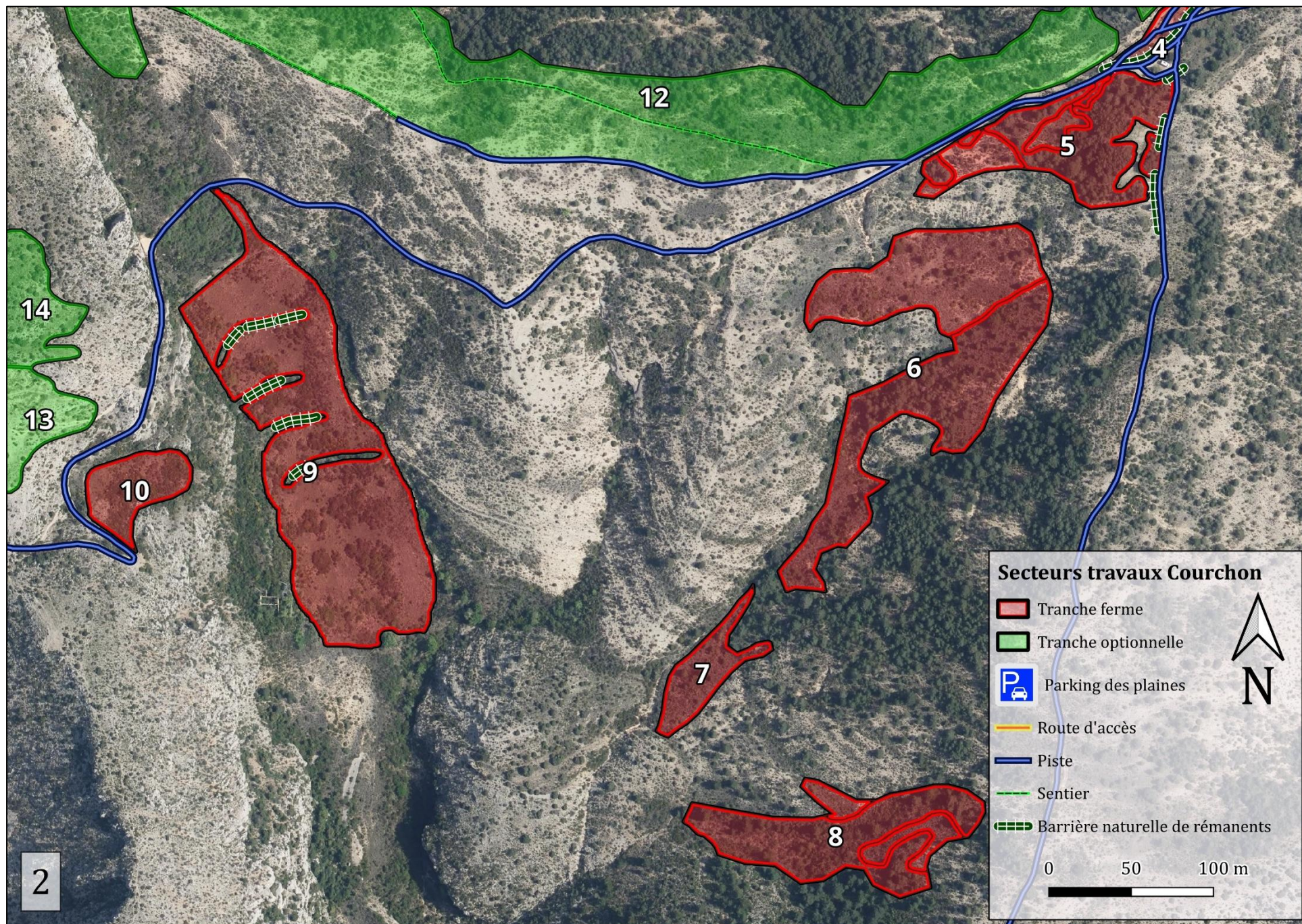
- Broyage à l'aide d'un robot broyeur à chenilles en caoutchouc, le but étant de minimiser la dégradation des sols par le passage de l'engin. Le broyage sera fait selon trois modalités :
 - o Broyage sur peuplement de genêts cendré : broyage fin à 10 centimètres au-dessus du sol pour préserver le couvert herbacé, avec deux passages dans deux sens opposés pour assurer un broyage complet du genêt qui a tendance à se coucher au passage de la machine.
 - o Broyage sur accrus de pins et rémanents : broyage grossier à ras du sol pour éliminer tous les petits individus de pins
 - o Broyage de buissons avec débroussailluse à dos équipée d'une lame broyeuse
- Abattage résineux au diamètre inférieur à 25 cm (diamètre évalué à 1 m du sol environ) ;

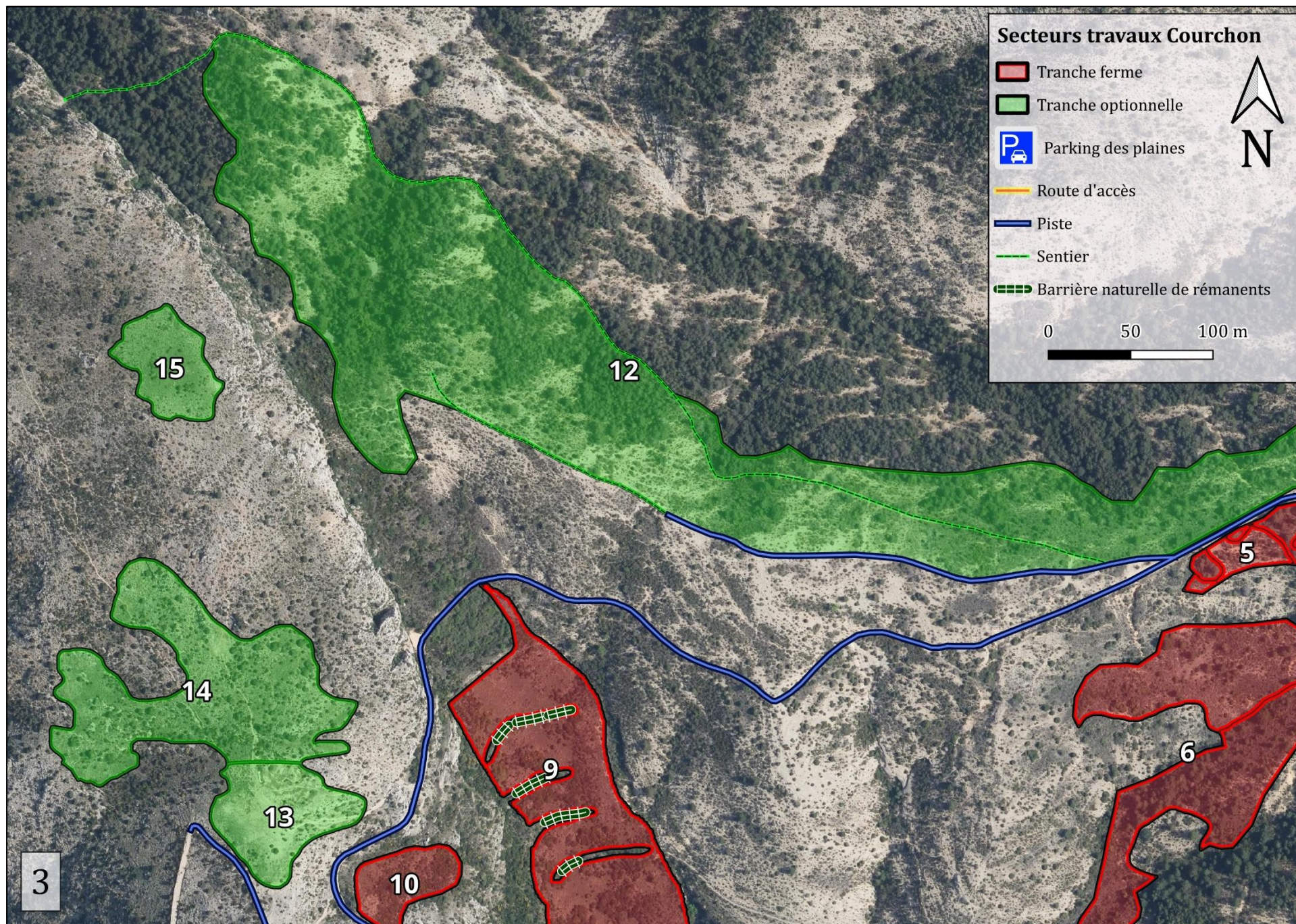
- Élagage à 2 m résineux au diamètre supérieur à 25 cm ;
- Débitage des troncs en 1 m et confection de tas de bois sur place ;
- Confection de barrières naturelles de 1 m de large sur 1 m de haut avec les rémanents et/ou troncs d'arbres abattus.

Chaque secteur sera traité par une combinaison d'une ou plusieurs actions citées plus haut (voir le DPGF joint et les cartes pages suivantes).

À savoir que certains individus de genévrier oxycèdre (cade) ou genévrier de Phénicie seront à préserver, ceux-ci seront balisés par l'AMO. De même, certains îlots de végétations arbustives denses seront balisés et devront être conservés. Tous les feuillus doivent être conservés.







4.2. Déroulement de la mission

Chaque secteur est redécoupé en sous-secteurs qui seront matérialisés (piquets et rubalises) et présentés au prestataire par l'AMO. Une cartographie précise ainsi que les fichiers cartographiques (.GPX par exemple) seront fournis au prestataire. Pour chacun des sous-secteurs, une fiche technique sera fournie au prestataire, celle-ci indiquera avec précision les actions à mener, les surfaces et modalités à appliquer.

Pour chaque sous-secteur, une placette témoin d'environ 100 m² sera présentée par l'AMO. Celle-ci permettra au prestataire de visualiser les actions à effectuer sur le reste de la surface attenante. Cette placette témoin devra être traitée en toute fin du chantier du sous-secteur. Cela permettra de s'assurer du bon respect des actions prévues.

Une première visite de terrain devra être prévue avant le démarrage des travaux avec l'AMO en présence d'un responsable de l'entreprise qui va effectuer les travaux. Ce responsable désigné par l'entreprise prestataire sera habilité à signer les procès-verbaux (compte-rendu) lors des visites des chantiers. Les visites seront faites au moins une fois par semaine par l'AMO qui constatera le bon déroulement ou les manquements. La visite sera conclue par la rédaction d'un compte-rendu qui sera validé par signature par l'AMO et le responsable désigné par l'entreprise prestataire habilité. Les réunions devront être planifiées en début de mission.

Le prestataire exposera à l'AMO le déroulé de la mission en détaillant le planning d'exécution des travaux (secteur par secteur ou par type de tâche, d'engin, d'outil).

5. Contraintes et précautions

Le candidat devra indiquer à l'AMO les contraintes en termes de stationnement, des infrastructures, des zones d'entreposage (réserves huiles, carburant), de la circulation et de l'entretien des machines et engins de chantier. À ce titre, le prestataire retenu s'engagera à éviter toute forme de pollution, qu'elle soit liquide (huile de lubrification, huile hydraulique, carburant, graisse...) ou solide (emballages, mégots de cigarettes, détritiques divers). Pour ce faire, le prestataire et l'AMO conviendront de zones de stationnement des machines et engins. Sur ces aires stationnement devront être prévus les éléments de sécurité tels que des extincteurs et du sable absorbant (en cas de fuite de liquide polluant). Par ailleurs, un sanitaire normé devra être disponible pour éviter toute pollution organique du site.

Le prestataire prendra soin d'indiquer, à l'aide de panneaux de signalisation, les zones de travaux au niveau de tous les accès principaux et annexes.

Aucune piste d'accès ne devra être créée pour accéder aux secteurs qui ne sont pas adjacents à une piste carrossable (pas de terrassement ni de remblais). Néanmoins, un débroussaillage limité mais suffisant pour le passage des engins, pourra être effectué pour ses secteurs. La création d'accès devra se faire en concertation avec l'AMO.

Toute action ou initiative du prestataire qui n'aura pas été prévue dans le présent CCTP, devra faire l'objet d'une concertation préalable auprès de l'AMO.

Les travaux seront interdits par temps de forte pluie ou après un épisode pluvieux conséquent, le sol détrempé étant plus vulnérable au passage d'engins et au piétinement. Par ailleurs, les travaux seront interdits en cas de risques incendie avérés (arrêté préfectoral et/ou municipal). Hors des pistes existantes, aucun engin à roue ne pourra circuler, les engins à chenille devront être utilisés à la place.